



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 8 au 14 mai 2020

Le 15 mai 2020

Résumé

Afghanistan : Octroi d'une subvention de 40 M USD de la Banque Asiatique de développement (BAD) pour soutenir la lutte contre le COVID-19.

Bangladesh : Covid 19 – Le gouvernement prolonge la période de congés jusqu'au 30 mai. Macro-économie –soutien budgétaire apporté par la JICA et la Banque islamique de Développement. Le ministère des Finances négocie par ailleurs un prêt de 680 M USD auprès du FMI. Transport aérien – BIMAN AIRLINES obtient un prêt de 108 M€ TK de l'Etat et anticipe une perte de 186 M€ sur le 1er semestre 2020.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Le Premier ministre Narendra Modi a annoncé mardi un plan relance de l'ordre de 10% du PIB. L'agence de notation indienne Moody's retient une croissance du PIB à 0 % pour l'exercice 2021. Les Nations-Unies anticipent une croissance à 1,2% sur l'exercice 2021. La production industrielle affiche un recul historique en mars. Le trafic portuaire de marchandises chute en avril.

Autres informations : Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) ont atteint 4 Mds \$ en février.

Maldives : Financement de 16,5 M USD de la Banque mondiale pour renforcer le secteur de l'eau.

Népal : Fermeture de la bourse du Népal.

Pakistan : Le gouvernement a annoncé un déconfinement partiel le samedi 9 mai. La dette et engagement extérieur du Pakistan ont atteint 110 Mds USD à la fin mars. Les paiements du service de la dette publique ont atteint 11,9 Mds USD au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours. Le déficit budgétaire s'élève à 10,6 Mds USD, soit 3,8 % du PIB. Les ventes de ciment dans le pays ont chuté de 23,7 % en avril. Les transferts de migrants ont augmenté de 1 % en avril pour atteindre 1,8 Mds USD. La Banque centrale a annoncé le financement jusqu'à 100 % de la masse salariale des entreprises. Le marché automobile déprimé : la production et les ventes de voiture ont été réduites à zéro en avril. Le secteur pétrolier et gazier a subi une perte de 318 M USD en avril à la suite d'une baisse de la demande dans le contexte du confinement.

Sri Lanka : 4ème baisse des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL), depuis le début de l'année. Baisse des réserves de change en avril. Effondrement des recettes touristiques depuis le début d'année. Diminution de -17,3% des recettes d'exportation au 1^{er} trimestre 2020. Prêt de 80 M USD de la Banque chinoise de développement pour le secteur routier. Retrait de Sri Lanka de la liste européenne des Etats tiers à risques en matière de blanchiment.

**AFGHANISTAN**

- **Octroi d'une subvention de 40 M USD de la Banque Asiatique de développement (BAD) pour soutenir la lutte contre le COVID-19.** Le Conseil d'administration de la banque multilatérale de développement a approuvé une subvention de 40 M USD, qui sera financé à partir de son programme de réponse rapide. L'enveloppe sera mise à disposition des autorités afghanes pour aider à la construction de 15 hôpitaux et à la réhabilitation de 5 centres de soins déjà existants.

BANGLADESH

- **Covid 19 – Le gouvernement prolonge la période de congés jusqu'au 30 mai.** Le gouvernement a étendu au 30 mai la période de congés durant laquelle les administrations et les entreprises resteront closes, à l'exception de certaines activités. La période initiale avait été fixée du 26 mars au 4 avril (et reconduite depuis), précédée par une fermeture dès le 17 mars des écoles et institutions éducatives. Les transports collectifs sont arrêtés depuis le 4 avril. Les commerces et centres commerciaux ont ré ouvert le 10 mai, avec des horaires réduits.
- **Macro-économie –soutien budgétaire apporté par la JICA et la Banque islamique de Développement.** L'agence de coopération japonaise JICA et la Banque islamique de Développement (IsDB) ont accepté le 12 mai 2020 le principe de deux prêts directs au Bangladesh d'un montant respectif de 1 Md USD et 182 M USD ; ils s'ajoutent à l'appui budgétaire de 500 M USD accordé le 7 mai dernier par la Banque asiatique de Développement. Ils sont destinés à soutenir l'effort budgétaire du gouvernement, qui a annoncé courant avril un ensemble de 18 mesures de soutien à l'activité économique, soit un montant des dépenses globales de 956 Mds TK (10,3 Mds€), équivalant à 3,5% du PIB, étalées sur 2020 et 2021. L

La JICA comme l'IsDB ont accepté de faire pour la 1ère fois des aides directes, qui ne vont pas remettre en cause les enveloppes d'aide-projet déjà validées ; l'IsDB a ainsi ouvert une ligne de 2,3 Mds USD destinées à ses 57 Membres ; elle va cependant réaffecter 122 M USD d'aide-projet non utilisée par le Bangladesh, qui viendra compléter une nouvelle enveloppe de 60 M USD. Les ressources sont destinées au soutien de l'agriculture (et de la mécanisation), à la sécurité alimentaire et à la santé. On estime à 1,5 millions la population ayant perdu tout moyen de revenu suite aux mesures de confinement prises à partir de la mi-mars pour lutter contre la pandémie.

- **Le ministère des Finances négocie par ailleurs un prêt de 680 M USD auprès du FMI.** Il correspond à 50% de son quota de droits de tirage spéciaux (DTS) ; contrairement à l'usage (et au dernier prêt accordé en avril 2012 au Bangladesh dans le cadre d'une Facilité élargie de crédit de 987 M USD), ce prêt ne devrait pas faire l'objet de conditions restrictives, notamment sur les dépenses publiques, dans le cadre de la préparation de la loi de finance 2021 présentée devant le Parlement le 10 juin prochain.

Le pays reste modérément endetté, avec un ratio dette publique/PIB estimé à 35,2% fin 2019 (20,7% pour la dette intérieure et 14,5% pour la dette externe). La dette externe était évaluée à 40,4 Mds USD fin juin 2018 (35 Mds USD à juin 2017), dont 62,5% ou 25,2 Mds USD auprès des bailleurs multilatéraux et 22,7% ou 9,2 Mds USD auprès de créanciers bilatéraux (Japon pour 4,7 Mds USD soit 11,7% de l'encours devant la Chine – 2,0 Mds USD ou 4,9%). Le service



de la dette externe reste soutenable à moyen et long terme, le FMI prévoyant, avant la pandémie, un ratio de dette publique de 36% du PIB fin 2021 dont 14,5% de dette externe.

- **Transport aérien – BIMAN AIRLINES obtient un prêt de 108 M€ TK de l'Etat et anticipe une perte de 186 M€ sur le 1er semestre 2020.** La compagnie nationale Biman a obtenu le 30 avril dernier de la banque publique SONALI BANK un prêt de 10 Mds TK (108 M€) assortie d'une garantie d'Etat, pour soutenir son fonds de roulement couvrant les dépenses de mai et juin. Biman avait demandé 162 M€ à la Banque centrale début avril. La pandémie du Covid-19 a durement touché tous les transporteurs aériens et Biman a dû annuler près de 200 vols sur le 1er trimestre 2020, avec une perte d'exploitation cumulée qui s'élève à 9,39 Mds TK (101 M€) sur les 4 premiers mois ; la compagnie anticipe des pertes complémentaires de 7,8 Mds TK sur les mois de mai et juin, pour un cumul de 17,2 Mds TK sur le 1er semestre, soit 186 M€.

La compagnie redoute de ne pouvoir verser les salaires de son personnel (3330 CDI sur un effectif global de 4500 personnes) si la situation venait à se prolonger sur plusieurs mois. Elle a pris mi-mars des mesures d'économie sur sa masse salariale (réduction de 10% du salaire brut de tout le personnel navigant et dirigeant et suppression de 9 avantages divers type primes, bonus, etc.). Elle a déjà perdu la clientèle du pèlerinage annuel à la Mecque, initialement prévu fin juillet-début août, pour lequel elle prévoyait d'assurer le transport de 70.000 personnes ; les restrictions imposées par les pays du Moyen-Orient sur le trafic aérien vont durement toucher la compagnie, qui fin février, avait déjà réduit de moitié ses vols internationaux. Tous les vols internationaux réguliers ont été suspendus depuis le 21 mars par l'aviation civile.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Le Premier ministre Narendra Modi a annoncé mardi un plan relance de l'ordre de 10% du PIB.** La ministre des Finances a dévoilé une partie de ce paquet le 13 et le 14 mai, en complément de sa première intervention de fin mars et des mesures de soutien à la liquidité du secteur financier et de l'économie prises par Banque centrale indienne (RBI) en mars, puis en avril.

On notera en particulier le soutien aux PME. Le gouvernement accordera désormais une garantie de crédit à 100% pour les prêts jusqu'à 300 000 ₹ et sur une échéance de 4 ans, avec un moratoire de 12 mois sur le paiement du principal. Il fournira aussi 40 Mds ₹ au *Credit Guarantee Fund Trust for Micro and Small Enterprises* afin d'assurer un soutien partiel de garantie de crédit aux banques. Le ministère des Finances (MOF) estime que près de 200 000 Micros et PME pourraient bénéficier de ce programme.

Par ailleurs, le gouvernement a décidé d'étendre le soutien à l'EPF (paiement de 12% des cotisations des employeurs et des employés dans le cadre du paquet Pradhan Mantri Garib Kalyan) initialement prévu pour la période mars-mai 2020 pour 3 mois supplémentaires et couvrir ainsi la période juin-août 2020. Selon les calculs du MOF, cette mesure devrait apporter une aide globale de 25 Mds ₹ pour 367 000 établissements et 7 222 000 employés.

En outre, et pour faciliter l'accès au capital de ces entités, le gouvernement va mettre en place un régime spécial de liquidités à hauteur de 300 Mds ₹. Dans ce cadre, des investissements et des transactions pourront être effectués sur les marchés primaire et secondaire pour des titres de

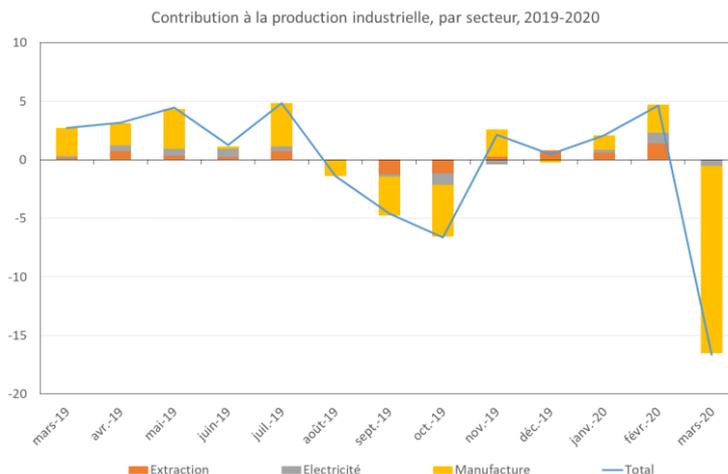


qualité *Investment grade*. Les titres seront entièrement garantis par le gouvernement pour renforcer la confiance du marché.

On relèvera enfin que pour augmenter le revenu disponible, certains taux d'imposition seront réduits de 25% par rapport à ceux en vigueur. La réduction sera applicable pour le reste de l'exercice budgétaire en cours 2020-21. Le coût de cette disposition est estimé à 500 Mds ₹.

Après trois paquets économiques de 1 700 Mds INR (de l'ordre de 0,8 % du PIB) en mars, de 5 950 Mds INR (soit 2,8% du PIB) le 13 mai et de 3 160 Mds INR (1,51 % du PIB) le 14 mai, le soutien budgétaire s'élève donc jusqu'à présent à 10 810 Mds INR (soit 5,21% du PIB). A cela s'ajoute les diverses mesures de soutien aux liquidités fournies par la RBI pour un montant de 6 240 Mds INR (3 % du PIB). Au total, l'ensemble de ces mesures, budgétaires et monétaires, accordées jusqu'à présent s'élèvent à quelques 17 Mds INR (soit 8,2% du PIB).

- **L'agence de notation indienne Moody's retient une croissance du PIB à 0 % pour l'exercice 2021 (avril 2020 – mars 2021).** Deux semaines avant la publication des chiffres de croissance pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020 (1^{er} avril 2019 – 31 mars 2020), par le Bureau central des statistiques (CSO), qui permettront ainsi de connaître le rythme d'expansion économique sur l'ensemble de l'exercice, l'agence de notation *Moody's* anticipe une stagnation de l'activité sur l'exercice 2021. C'est la troisième révision à la baisse de *Moody's* (prévision de 2,5% fin mars et de 5,8% fin janvier) pour ce même exercice 2021. L'agence met en avant l'impact des mesures de confinement, qui, souligne-t-elle, a particulièrement affecté le secteur industriel et celui des services. Elle anticipe une reprise soutenue de l'activité économique, avec une hausse attendue de 6,6% pour l'exercice 2022.
- **Les Nations-Unies anticipent une croissance à 1,2% sur l'exercice 2021.** Dans le cadre du rapport annuel, *World Economic Situation and Prospects 2020* (WESP), elles rappellent également la persistance, à court terme, d'importantes vulnérabilités dans le secteur de la santé ainsi que de capacités limitées au sein des centres médicaux indiens. Cependant, portée par la reprise de la demande intérieure, l'activité devrait connaître de nouveau une expansion sur l'exercice prochain pour s'établir à 5,5%.
- **La production industrielle affiche un recul historique en mars.** Elle diminue de 17 % en glissement annuel selon les données publiées par le Bureau des statistiques, dans un contexte d'arrêt des activités lors de la dernière semaine du mois, et après une augmentation de 5% sur le mois de février. Si les observateurs s'attendaient à un ralentissement du secteur secondaire au regard des indicateurs avancés, ils n'anticipaient pas un décalage aussi important par rapport à février (-7,3 % attendue par exemple selon un sondage de *Reuters*). En outre, l'évolution moyenne de l'activité du secteur sur l'exercice budgétaire complet s'affiche par conséquent en territoire négatif, avec une baisse moyenne de 0,5 % entre avril 2019 et mars 2020, contre un essor moyen de 4% sur l'exercice antécédent.

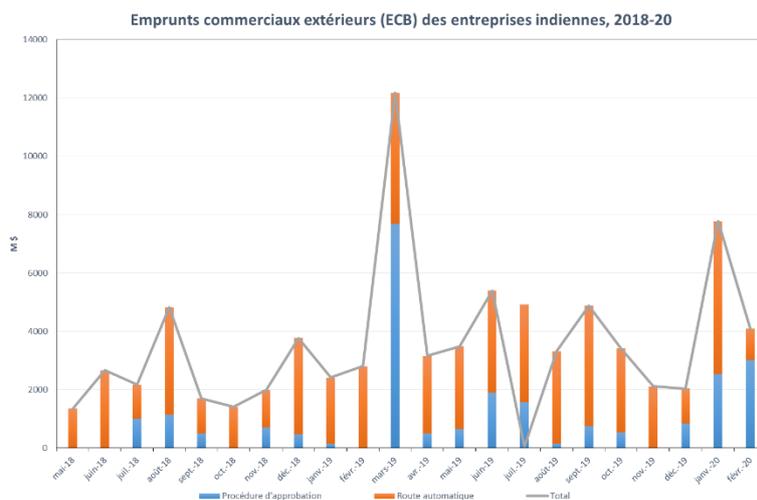


Le net ralentissement de la production industrielle tient surtout au segment manufacturier, qui représente près de 80 % du calcul de l'indice : ce dernier segment a ainsi connu une contraction de 20 % de son activité en glissement annuel. A cet égard, la production de textile s'est repliée de 11%, à l'instar des produits pétroliers raffinés ou bien des métaux basics, en baisse de respectivement 2 et 6 % en rythme annuel.

- **Le trafic portuaire de marchandises chute en avril.** Le transport maritime de marchandises recensé dans les douze principaux ports indiens a diminué de 21 % en glissement annuel pour s'établir à 47 millions de tonnes (Mt) selon l'Association portuaire indienne. Une contraction notamment tributaire du port de Deendayal au Gujarat (1^{er} port indien quant au trafic portuaire), avec une baisse de 23% de son activité sur la période, ainsi que du port JNPT de Mumbai (3^{ème} rang, et marqué par une contraction de 34%). En termes de marchandises transportées par voie maritime en avril, ce sont les conteneurs qui affichent la plus lourde baisse (-34 % à 8,3 Mt), suivis par le charbon (-31 % à 7,8 Mt) et les produits pétroliers (-14% à 16,3 Mt).

AUTRES INFORMATIONS

- **Les emprunts commerciaux extérieurs des groupes indiens (ECB) ont atteint 4 Mds \$ en février.** La Banque centrale (RBI) recensait au total 88 levées de fonds vis-à-vis des non-résidents, dont 81 en procédure automatique, pour un montant de 4 Mds \$. Bien qu'en léger recul par rapport à janvier (7,7 Mds \$), ce chiffre confirme le dynamisme de l'endettement extérieur des groupes indiens, qui s'affichait au total à 40 Mds \$ sur les 11 premiers mois de l'exercice 2020, en hausse de 38% par rapport au niveau atteint un an plus tôt au cours de la même période.



Ainsi, 88 des opérations ont été réalisées par la voie automatique, à l'instar de l'emprunt à 5 ans et six mois de 225 M \$ réalisé par la compagnie pétrolière nationale *Oil India Ltd*, qui apparaît comme l'opération la plus importante de la période devant les levées de fonds du groupe *Delhi International Airport Limited* (150 M\$ à neuf ans et trois mois), de la compagnie aérienne *Vistara* (via deux emprunts de 120 M\$ sur 12 ans) ou bien l'institution financière non-bancaire *Tata Capital Financial Services Limited*, filiale du groupe *Tata* (pour 50 M\$ sur 3 ans).

Quant aux opérations réalisées via la procédure d'approbation spécifique, sept au total, on notera l'emprunt à 10 ans de 1 Md \$ réalisé par la société privée de distribution énergétique *Adani Electricity Mumbai Limited*, en lien à des remboursements de prêts, qui se combine à un second emprunt à hauteur de 400 M \$ à cinq ans. Ensuite, les levées de fonds de l'agence publique *Indian Railway* (1 Md \$ réparties sur deux tranches à dix et trente ans) en vue de projets d'infrastructure.

MALDIVES

- **Financement de 16,5 M USD de la Banque mondiale pour renforcer le secteur de l'eau.** L'accord signé sous forme numérique début mai avec le ministre des Finances se compose de (1) un don de 8,25 M USD et (2) un prêt de 8,25 M USD issus des fonds de l'Association internationale de développement (IDA). Il permettra de financer la rénovation du système d'assainissement de la capitale Malé ainsi qu'une usine de traitement des eaux usées sur l'île de Hulhumalé. Ce programme sera géré par le ministère de la planification nationale et des infrastructures, avec l'appui de plusieurs organismes publics locaux.

NEPAL

- **Fermeture de la bourse du Népal.** Le *Securities Board of Nepal* (régulateur) a décidé de clôturer jusqu'à nouvel ordre la Bourse du Népal (*Nepal Stock Exchange - Nepse*) alors que les opérations venaient tout juste de reprendre depuis mardi après une interruption depuis le 23 mars dernier ordonnée par le gouvernement. Cette décision a été prise alors que l'indice de référence a connu une chute de son cours (-25,3 points à 1226,15) dès la réouverture des



opérations, ce qui avait déjà provoqué une première interruption. Les signaux négatifs se sont multipliés sur les deux derniers jours, conduisant à une suspension des opérations depuis jeudi.

PAKISTAN

- **Le gouvernement a annoncé un déconfinement partiel le samedi 9 mai.** Au cours de cette première phase de déconfinement, les décisions suivantes ont été prises : (i) les petits marchés et magasins rouvriront ; (ii) les entreprises pourront fonctionner jusqu'à 17 heures et certains services en plein air seront autorisés ; et (iii) davantage de secteurs liés à la construction reprendront leurs activités. Les lieux qui restent fermés pour le moment sont (i) les centres commerciaux, (ii) les établissements scolaires (jusqu'au 15 juillet), (iii) les restaurants, (iv) les transports public, et (v) toute autre lieu de grand rassemblement. La contamination progresse rapidement (35 788 cas à la mi-journée du 14 mai (+ 1879 en 24h) et l'épidémie aurait coûté à la vie à 770 personnes (+33 sur une journée).
- **La dette et engagement extérieur du Pakistan ont atteint 110 Mds USD à la fin mars** en raison de nouveaux emprunts contractés auprès de sources multilatérales et bilatérales. Selon la Banque centrale, la dette et les engagements extérieurs du pays ont affiché une augmentation de 3,4 % sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – mars 2020).
- **Les paiements du service de la dette publique ont atteint 11,9 Mds USD au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours. Ils représentent désormais 79 % des recettes fiscales collectées au niveau fédéral** (juillet 2019 – mars 2020). Le montant du service de la dette est supérieur de 28,8 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le service de la dette intérieure s'est élevé à 10,2 Mds USD, en hausse de 29 % par rapport à la période considérée de l'exercice précédent. Le montant du service de la dette extérieure est quant à lui en augmentation de 28,5 %, à 1,5 Mds USD.
- **Le déficit budgétaire s'élève à 10,6 Mds USD, soit 3,8 % du PIB au cours des neuf premiers mois de l'exercice en cours.** Il se contracte de 1,2 point de pourcentage par rapport à la même période de l'exercice précédent. Pour mémoire, le gouvernement s'était fixé l'objectif d'un déficit budgétaire à 7,2% du PIB sur l'exercice en cours. Il est toutefois désormais attendu à plus de 9,5 % ou 25 Mds USD en raison du choc lié à la pandémie de COVID-19.
- **Les ventes de ciment dans le pays ont chuté de 23,7 % en avril.** La baisse de la consommation intérieure de ciment a chuté de 19 %. Les exportations ont quant à elles enregistré une contraction de 56,6 % en avril en glissement annuel. Au cours des dix premiers mois de l'exercice en cours, les ventes totales de ciment (consommation intérieure et exportation) ont cependant augmenté de 3,5 % pour atteindre 40,55 M de tonnes, principalement en raison d'une meilleure performance au cours des mois qui ont précédé la pandémie.
- **Les transferts de migrants ont augmenté de 1 % en avril pour atteindre 1,8 Mds USD.** La progression des transferts provient principalement des États-Unis, suivis de l'Arabie saoudite. Cette évolution s'explique principalement par la période du Ramadan. Les transferts de migrants pourraient augmenter pour atteindre environ 2 Mds USD en mai selon la Banque centrale après la réouverture d'un nombre important d'entreprises dû à l'assouplissement des mesures de confinement dans les pays du Golfe. Au cours des dix premiers mois de l'exercice en cours (juillet 2019 – avril 2020), les transferts de migrants ont augmenté de 5,5 % pour s'établir à 18,8



Mds USD. La Banque centrale s'attend toutefois à un net recul des transferts de migrants sur l'exercice 2019/20 autour de 21 à 21,5 Mds USD.

- **La Banque centrale a annoncé le financement jusqu'à 100 % de la masse salariale des entreprises dont les charges salariales sont comprises entre 1,3 M USD et 3,1 M USD sur 3 mois.** Cette mesure fait partie d'un plan de refinancement temporaire annoncé par la Banque centrale plus tôt dans le mois pour inciter les entreprises à ne pas licencier leurs travailleurs pendant la pandémie. Ce programme couvre tous les types d'employés, contractuels et travailleurs journaliers. Auparavant, les entreprises dont la masse salariale sur 3 mois était comprise entre 1,3 M USD et 3,1 M USD pouvaient être financées jusqu'à 75 %. De plus, les entreprises dont la masse salariale sur 3 mois dépasse 3,1 M USD peuvent désormais être financées jusqu'à 75 % (ou 6,2 M USD) contre seulement 50 % auparavant.
- **Le marché automobile déprimé : la production et les ventes de voiture ont été réduites à zéro en avril.** Certains fabricants ont toutefois affiché des ventes marginales de véhicules utilitaires légers, de camionnettes et de jeeps en avril malgré une production nulle. Dans le segment des deux roues, seul *Atlas Honda Limited* (AHL) a enregistré des ventes de 2 783 unités au cours du mois d'avril, malgré l'absence de production.

La production et les ventes de voitures au cours des dix premiers mois de l'exercice en cours ont plongé de 52 % en glissement annuel. La production et les ventes globales de deux roues ont chuté de 20 % au cours des 10 derniers mois de l'exercice. S'agissant des camions, la production et le volume des ventes ont diminué respectivement de 50 % et 46 %. La production et les ventes totales de camionnettes ont chuté de 49 % et 52 % ; la production et le volume total des jeeps ont baissé pour leur part de respectivement 48,5 % et 51 % au cours de la période de 10 mois.

- **Le secteur pétrolier et gazier a subi une perte de 318 M USD en avril à la suite d'une baisse de la demande dans le contexte du confinement.** L'industrie en amont, qui comprend l'exploration, le forage et la production de pétrole et de gaz, a subi une perte de 96,7 M USD en avril. *Sui Southern Gas Company* (SSGC) a enregistré une perte de 58,6 M USD depuis le début du confinement tandis que celle de *Sui Northern Gas Pipelines* (SNGPL) s'est élevée à 80,5 M USD. Les activités intermédiaires, qui comprennent les raffineries et les terminaux de pétrole et de gaz ont également subi des revers. Les raffineries ont perdu 6,2 M USD en avril en raison de la réduction de la demande d'essence et de diesel dans le pays.

SRI LANKA

- **Forte 4ème baisse des taux directeurs de la Banque centrale (CBSL), depuis le début de l'année.** Celle-ci a décidé le 6 mai de diminuer le niveau de ses deux taux directeurs, le taux de facilité de dépôt (SDFR) et le taux de facilité de prêt (SLFR), de 50 points de base, à respectivement 5,50% et 6,50%. Le taux bancaire est aussi réduit de 50 points, à 9,50%. Ces nouveaux taux sont en vigueur depuis le 6 mai au soir. Le ratio de réserves réglementaires (*Statutory Reserve Ratio – SRR*) reste quant à lui inchangé à 4%. Il s'agit de la 4ème baisse depuis le début de l'année, soit une réduction cumulée de 150 points du SDFR et du SLFR. L'Institution considère que les mesures d'assouplissement des taux d'intérêt sont nécessaires pour soutenir l'économie, fortement affectée par la crise engendrée par la pandémie du COVID-19.



- **Baisse des réserves de change en avril.** Selon la Banque centrale, le montant brut des réserves internationales a atteint 7,18 Mds USD fin avril contre 7,53 Mds USD fin mars, soit une baisse de 4,7%. Le Conseil des ministres a approuvé une proposition du ministère des Finances de négocier un accord de swap avec la Banque centrale indienne (RBI) de 400 M USD. Ce projet d'accord a pour objectif de permettre à Sri Lanka de faire face à ses besoins en devises.
- **Effondrement des recettes touristiques depuis le début d'année.** Elles ont atteint 956,2 M USD au premier trimestre 2020 selon la Banque centrale, soit une chute de -31,5% en g.a. Le nombre des arrivées touristiques a baissé de -70,8% en mars et a été nul en avril. Le débarquement de passagers dans les ports et aéroports est interdit depuis la mi-mars à cause de la pandémie du COVID-19. Le nombre de touristes qui ont visité le pays au cours des quatre premiers mois de l'année s'est élevé à 507 311, soit une chute de -44,1% en glissement annuel. Sur la période considérée, l'Inde a été le premier pourvoyeur de touristes avec 17,6% du total (-31,6% en g.a), devant le Royaume-Uni (10,9 % du total ; -49,7%) et la Russie (9,7% ; +15,2%). La France se classe en sixième position, avec 24 838 touristes (4,9% des arrivées ; -52,2%). Il y a actuellement environ 11000 touristes étrangers dans le pays. Ce secteur comptait pour 12,5% du PIB et représentait la troisième source de revenus en devises en 2019.
- **Diminution de -17,3% des recettes d'exportation au 1^{er} trimestre 2020.** Selon l'*Export Development Board*, les exportations de marchandises ont rapporté 2,6 Mds USD contre 3,1 Mds USD l'an dernier sur la même période, avec une chute de -41,9% en g.a sur le seul mois de mars. Le textile et habillement, premier produit d'exportation, a vu ses ventes à l'étranger diminuer de -14,9% en g.a à 1,25 Mds USD (dont -41,2% en mars). Les exportations de thé, à 270,1 M USD, accusent une baisse de -22,2%. Les ventes à l'étranger de produits en caoutchouc ont chuté de -15,7% à 203,4 M USD, en dépit d'une forte demande en gants. Celles de noix de coco et dérivés, à 137 M USD, ont reculé de -14,2%. L'EDB revoit à la baisse son objectif de recettes pour 2020, avec 7,53 Mds USD, contre 13,5 Mds USD initialement.
- **Prêt de 80 M USD de la Banque chinoise de développement pour le secteur routier.** Ce prêt, approuvé par le Conseil des ministres, permettra de financer la construction de 105 km de routes.
- **Retrait de Sri Lanka de la liste européenne des Etats tiers à risques en matière de blanchiment.** Sri Lanka a été retiré le 7 mai de la liste de l'Union européenne des juridictions à hauts risques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme (LCB-FT). Il y avait été inscrit en février 2018. Ce retrait fait suite à la décision du Groupe d'action financière (GAFI) de supprimer Sri Lanka des pays sur la liste grise de surveillance lors de sa réunion organisée à Paris en octobre 2019. Le GAFI avait en effet considéré comme satisfaisantes les réformes mises en place par les autorités sri-lankaises.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface



	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	<i>Climat des affaires</i>
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 15/05/2020